

# Une coalition d'organisations paysannes, de mouvements sociaux et d'ONG demande à placer l'accès pour tous à une alimentation de qualité et des prix de marché justes pour les paysan(ne)s au cœur de la politique agricole et alimentaire de l'Union Européenne.

Communiqué de presse

Bruxelles, 29 novembre 2010

Les propositions de la Commission Européenne pour réformer la Politique Agricole Commune (PAC) après 2013 montre des signes d'une répartition plus juste des aides directes, indique la coalition. [1]

Malgré cette évolution positive, la communication manque de propositions pour arrêter l'effondrement de l'agriculture paysanne en Europe et le dumping vers les pays en développement, d'après la coalition. Elle ne répond pas non plus aux défis du changement climatique et de la protection de la biodiversité.

La communication de la Commission présente une série d'objectifs louables pour réformer l'agriculture en Europe, mais n'y associe que des « adaptations » des instruments actuels au lieu de faire des propositions fortes. De plus il est clair que cette proposition de PAC 2013, basée sur la compétitivité mondiale, oublie les paysans et les consommateurs européens.

La communication suggère certaines améliorations sociales telles que le plafonnement des paiements directs lié à l'emploi, des paiements pour les petites exploitations, et le maintien de paiements couplés à la production pour soutenir les exploitations dans les zones défavorisées. Cependant, les propositions montrent que la Commission Européenne continue de croire que les marchés agricoles et alimentaires sont efficaces et que la "compétitivité" est une solution juste. Les crises globales et européennes ont pourtant montré le contraire: l'orientation "libre"-échangiste et les règles internationales du commerce ont échoué.

La coalition pense qu'une vraie réforme est nécessaire pour promouvoir des formes d'agriculture responsables sur les plans environnemental et social, renforcer la production alimentaire pour nourrir la population dans sa propre région -au lieu d'un modèle orienté vers l'exportation et dépendant des importations-, et soutenir les exploitations paysannes durables au lieu des grandes exploitations industrialisées. Cette réforme nécessite des instruments de régulation tels que la maîtrise de la production, l'intervention et des stocks publics en cas de crise sectorielle conjoncturelle, ainsi qu'une régulation aux frontières pour éviter des importations à bas prix.

Pour faire face aux grands défis de l'environnement, les cycles de production locale peuvent répondre à la raréfaction et la pollution des ressources naturelles. Cela suppose des pratiques agricoles durables et respectueuses du bien-être animal sur toutes les exploitations<sup>1</sup>. Un modèle agricole centré d'abord sur le marché intérieur, ici et dans les pays en développement, est meilleur pour les paysan(ne)s en Europe et dans le monde. La PAC doit récompenser la durabilité environnementale, arrêter les pratiques non durables, et assurer un développement équilibré des territoires, en incluant un soutien au développement rural, à la diversité des systèmes alimentaires et à l'alimentation à partir de production locale.

La communication de la Commission n'est donc pas actuellement à la hauteur des attentes en terme de souveraineté alimentaire, de revenu et d'emploi en agriculture, de pratiques durables et de préservation des ressources naturelles. De vrais instruments de gestion de l'offre et de régulation des marchés sont essentiels et exigeront une volonté politique forte pour défier le cadre et les politiques des accords internationaux. La coalition d'organisations paysannes, de mouvements sociaux et d'ONG appelle à une Politique Agricole et Alimentaire commune pour les consommateurs et les paysans en Europe et dans le monde, et non pour l'industrie agroalimentaire tournée vers l'exportation.

## Contacts:

Paulina Novo (Es, En), European movement for food sovereignty and another CAP +31(0)626270739 [epnovo@aol.com](mailto:epnovo@aol.com) - ECVC: Geneviève Savigny (Fr,En) :+33 (0)625551687 [genevieve.savigny@wanadoo.fr](mailto:genevieve.savigny@wanadoo.fr) and Andoni García Arriola (ES), Comision Ejecutiva de CAOG +34636451569 [andoni@ehne.org](mailto:andoni@ehne.org) - Stanka Becheva (Ge,En,Bu), Friends of the Earth Europe +32(0)28931000, [stanka.becheva@foeeurope.org](mailto:stanka.becheva@foeeurope.org) - Willy Schuster (Ro,Hu,Ge,En) - Eco Rurals Association + 40 (0)752108184 [willyschuster@yahoo.com](mailto:willyschuster@yahoo.com) - Irmí Salzer (Ge) - Agrarbündnis Österreich (Au) +43 69911827634, [irmi.salzer@gmx.at](mailto:irmi.salzer@gmx.at) - Jocelyn Parot, Urgenci (FR ENG FIN), 0033687044930, [jocelyn.parot@urgenci.net](mailto:jocelyn.parot@urgenci.net) - Luca Colombo, Italian Committee for Food Sovereignty, +39(0)66877796867, [colombo@fondazionedirittigenetici.org](mailto:colombo@fondazionedirittigenetici.org) .

<sup>1</sup>

De fait, l'éco-conditionnalité n'empêche pas les élevages industriels de se développer

[1] organisations signataires (elles font partie du « Mouvement européen pour la souveraineté alimentaire et une autre PAC ») :

Africa Europe Faith & Justice Network (AEFJN), ABC Platform (N), ACORD Africa, Agrarbündnis Austria (Austrian Platform for Food Sovereignty), Aseed (N), European ATTAC network, Eco Ruralis Association (R), European Coordination Via Campesina (ECVC), Food & Water Europe, Friends of the Earth Europe, Italian Committee for Food Sovereignty (I), Plataforma Rural/ Alianzas por un Mundo Rural Vivo de España, Practical Action (UK), Protect the Future/Védegyelet (Hu), Relocalisons (F), Save our Seeds- European Alliance to protect the integrity of Seeds (G), Slow Food (D), Urgenci, the international network of CSA, Wervel (B), Working group for a just and justified agriculture (B).



**AGRARBÜNDNIS ÖSTERREICH**  
*Bündnis von KonsumentInnen und  
 Bäuerinnen und Bauern*



**% EUROPEAN  
 ATTAC NETWORK**



**RELOCALISONS !**

